

**Arrêté n° 183-DDPP-25 portant mise en demeure au titre de la réglementation
des installations classées pour la protection de l'environnement
Société CASTMETAL Feurs à Feurs (42110)**

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-8 du titre VII du livre Ier et l'article L. 511-1 du titre I du livre V ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2575 de la nomenclature des ICPE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 février 1999 autorisant l'exploitation du site de la société FEURS METAL (devenue CASTMETAL FEURS) sise à FEURS – boulevard de la Boissonnette ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 juin 2010 n° 370/DDPP/10 portant prescriptions en matière de rejets atmosphériques— directive IPPC ;

Vu le rapport n°UID4243-EAR-025-173 de visite d'inspection du 06 mai 2025 faisant notamment suite au rapport n°UID4243-EAR-024-376 de visite d'inspection du 04 octobre 2024 ;

Vu les signalements de riverains reçus par les services de l'inspection des installations classées en matière de nuisances sonores et de rejets atmosphériques respectivement par courrier du 15.06.2022, reçu le 21.06.2022, et par courriel du 09.04.2025 ;

Vu, en matière de rejets atmosphériques, le rapport d'incident daté du 30.04.2025, mis à jour le 06.05.2025, établi au titre de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et transmis après demande de l'inspection du 11.04.2025 ;

Vu les rapports de contrôle de rejets atmosphériques de 2022 (SOCOTEC n° d'affaire 2102EL7P0000034), 2024 (SOCOTEC n° d'affaire E2404EL7P00000143) et de 2025 (SOCOTEC n° d'affaire 2412EL7P00000126) ;

Vu, en matière de nuisances sonores, les rapports de contrôle des 30.11.2021 (SOCOTEC n°EL7P0/21/1881) et 20.03.2025 (SOCOTEC n°EL7P0/25/658) ;

Vu, en matière de nuisances sonores, le rapport d'étude acoustique du 12.05.2025 (dB France n°L4EV102A(18644)) et le devis de travaux d'améliorations acoustiques du 10.04.2025 (dB France n°DLERA058) ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier recommandé du 27 mai 2025 conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport et du projet susvisés ;

Considérant les non-conformités constatées en limites de propriété et en zone à émergence réglementée lors de la campagne de mesures sonométriques de 2021 (rapport SOCOTEC n°EL7P0/21/1881) et de la campagne de 2025 (rapport SOCOTEC n°EL7P0/25/658) ;

Considérant la caractérisation des sources sonores du site par le rapport dB France n°L4EV102A(18644) assorties d'un projet de plan d'actions par rapport dB France n°DLERA058 ;

Considérant l'absence de choix de l'exploitant sur les solutions techniques à mettre en œuvre pour un retour aux conformités et leur calendrier de réalisation ;

Considérant que la mise en œuvre de la consigne interne de fermeture des ouvertures en période estivale intégrée au plan d'actions HSE au 05.05.2025 est nécessaire mais non suffisante pour permettre un retour aux conformités en limites de propriété et en zone à émergence réglementée ;

Considérant les non-conformités de rejets canalisés de poussières de l'extraction de la grenailleuse GUTMANN lors des campagnes de mesures de 2022, 2024 et 2025 ;

Considérant les conclusions techniques sur les causes identifiées de non-conformité des rejets en poussières de l'extraction de la grenailleuse GUTMANN dans le rapport d'incident du 30.04.2025, mis à jour le 06.05.2025 ;

Considérant le plan d'actions prévu par l'exploitant dans son rapport d'incident du 30.04.2025, mis à jour le 06.05.2025 ;

Considérant la nécessité de mettre en place le plan d'actions et toutes autres mesures rendues nécessaires pour un retour à la conformité des rejets atmosphériques en poussières de l'extraction de la grenailleuse GUTMANN ;

Considérant la présence d'obstacles à la diffusion des rejets atmosphériques en poussières des trois grenailleuses en partie sud du site (WST14, WSS2 et GUTMANN) ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRÊTE

Article 1

La société CASTMETAL FEURS, exploitant des installations d'aciérie et de fonderie, sise à FEURS – boulevard de la Boissonnette, est mise en demeure de :

1.1 en matière de nuisances sonores, de respecter les articles 2.5 de l'arrêté préfectoral du 12/02/1999 et 7 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2009, en transmettant à l'inspection,

- sous 6 mois son plan d'actions, comprenant les solutions techniques retenues et leur calendrier de mise en œuvre ;
- sous 18 mois, un rapport sonométrique, constatant les valeurs en limites de propriété et en zones à émergence réglementée, et commentant les gains acoustiques obtenus selon les localisations des points de contrôle définies pour le site.

1.2 en matière de rejets atmosphériques en poussières des installations de grenaillage, de respecter les articles 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 04/06/2010 et 6.1. de l'Annexe I de l'arrêté ministériel du 30/06/1997, en transmettant à l'inspection,

- sous 2 mois, un procès verbal de mise en place pour l'installation GUTMANN des équipements nouveaux (poches de filtre et tubes de décolmatage) et de remise en conformité de ses venturis de décolmatage ;
- sous 3 mois, un rapport de contrôle conforme des rejets atmosphériques en poussières de l'installation GUTMANN ;
- sous 6 mois, des procès-verbaux,
 - * de mise en application du mode opératoire de contrôle des tubes de décolmatage ;
 - * d'installation des moyens instrumentés de suivi des rejets des grenailleuses prévu par le plan d'actions (sonde de détection de variation d'échauffement dans un flux particulaire) ;
 - * d'installation de dispositifs conformes de dispersion des rejets atmosphériques des extractions des grenailleuses en partie sud du site (WST14, WSS2 et GUTMANN).

Article 2.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté dans les délais prévus au même article, il sera fait application des dispositions prévues aux II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon

Article 4

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5.

Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Feurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie ou tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie. Il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations - service environnement et prévention des risques.

Saint-Étienne, le 27 JUIN 2025


Le Préfet

Alexandre ROCHATTE

Copie adressée à :

- Mairie de Feurs
- Sous-Préfecture de Montbrison
- DREAL
- Archives
- Chrono

5 1 10114 5052